



**ACCORD-CADRE DE PANORAMA DE PRESSE**

Numéro de consultation : 26-CP05-015-AC -

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Procédure adaptée**

**Accord-cadre de services**

Code de la commande publique issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018

***Le présent document décrit les modalités et les conditions dans lesquelles les réponses des candidats doivent être apportées. Les candidats sont invités à en prendre connaissance avant la remise de leur dossier.***

**Date et heure limites de dépôt des offres :**

**JEUDI 5 MARS 2026 A 12 HEURES**

**Date limite pour poser des questions :**

**25/02/2026**

<b>CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>
---

Le dossier de consultation des entreprises est composé des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation
- Le cadre de présentation des capacités financières, techniques et professionnelles intégrant :
  - L'identification du candidat
  - Les effectifs moyens du candidat pour chacune des 3 dernières années
  - Les chiffres d'affaires des trois derniers exercices
  - La présentation des références au cours des trois dernières années
- L'acte d'engagement valant cahier des clauses particulières document contractuel à remplir et à signer obligatoirement par le candidat) et son annexe :
  - La liste des mots clés
- Le bordereau des prix unitaires (document contractuel à remplir obligatoirement par le candidat)
- La décomposition des prix forfaitaires (document non contractuel à remplir obligatoirement par le candidat) ;

**Ce document comporte 14 pages y compris la page de garde**

## S O M M A I R E

<b>ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
2.1 – CONTEXTE.....	5
2.2 – OBJET DE LA CONSULTATION .....	5
<b>ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DE L’ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
4.1 – NATURE DE L’ACCORD-CADRE OU DU MARCHÉ.....	5
4.2 – FORME DE L’ACCORD-CADRE .....	5
4.3 – MONTANT MAXIMUM DE LA PARTIE B .....	5
4.4 – DUREE DE L’ACCORD-CADRE .....	6
4.5 – RECONDUCTIONS DE L’ACCORD-CADRE .....	6
4.6 – ALLOTISSEMENT .....	6
<b>ARTICLE 5 – VARIANTES – PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE .....</b>	<b>7</b>
5.1 – VARIANTES.....	7
5.2 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	7
<b>ARTICLE 6 – MODALITÉS DE RÉPONSE .....</b>	<b>7</b>
6.1 – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE GROUPEMENT .....	7
6.2 – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE .....	7
6.3 – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE PRISE EN COMPTE DE LA CAPACITE D’OPERATEURS ECONOMIQUES AUTRES QUE LES CO-TRAITANTS OU LES SOUS-TRAITANTS.....	8
<b>ARTICLE 7 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>8</b>
7.1 – LES DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE .....	8
7.2 – LES DOCUMENTS CONSTITUANT L’OFFRE .....	9
<b>ARTICLE 8 – CONDITIONS DE PARTICIPATION ET DE MODALITES DES REPONSES.....</b>	<b>9</b>
8.1 – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE GROUPEMENT .....	9
8.2 – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE.....	10
8.3 – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE PRISE EN COMPTE DE LA CAPACITE D’OPERATEURS ECONOMIQUES AUTRES QUE LES CO-TRAITANTS OU LES SOUS-TRAITANTS.....	10
<b>ARTICLE 9 – CONDITIONS D’ENVOI ET DE REMISE DES PLIS.....</b>	<b>10</b>
9.1 – MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS ELECTRONIQUE .....	10
9.2 – MODALITES DE TRANSMISSION D’UNE COPIE DE SAUVEGARDE .....	10
<b>ARTICLE 10 – SÉLECTION DES CANDIDATS ET CHOIX DE L’OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE.....</b>	<b>11</b>
10.1 – OUVERTURE DES PLIS .....	11
10.2 – EXAMEN DES CANDIDATURES .....	11
10.3 – EXAMEN DES OFFRES .....	12
10.4 – NEGOCIATION.....	12
10.5 – DELAI DE VALIDITE DE L’OFFRE .....	13
10.6 – DISCORDANCES ENTRE LES PIECES.....	13
10.7 – MODALITES D’ATTRIBUTION DE L’ACCORD-CADRE.....	13
<b>ARTICLE 11 – MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 12 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>13</b>

<b>ARTICLE 13 – TRAITEMENT DES INFORMATIONS COMPORTANT DES DONNEES PERSONNELLES ..</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 14 – PRIME.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 15 – COMMUNICATION DES RESULTATS .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 16 – VOIE DE RECOURS .....</b>	<b>14</b>

## ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

### Pouvoir adjudicateur :

Le Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou ;  
Établissement Public Administratif de l'État  
75191 Paris cedex 04

Le marché sera conclu avec cet établissement.

## ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

### 2.1 – Contexte

Le site principal du Centre Pompidou a fermé au public en 2025 afin d'engager un programme ambitieux de plusieurs années de rénovation et de réaménagement de ses espaces jusqu'en 2030. Les activités de l'établissement cessent au sein du site principal et se déploient hors les murs, dans le cadre de multiples partenariats avec des lieux culturels à Paris, en région et à l'international.

### 2.2 – Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet une prestation de panorama de presse sous format électronique, à partir de la veille de la presse écrite et audiovisuelle française et de la presse écrite étrangère pour le Centre Pompidou.

## ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée en raison de l'objet de son marché portant sur des prestations de services sociaux, en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et en application des articles R. 2123-2 et R. 2123-4 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

**Code CPV principal** : 92400000-5 : Services d'agence de presse

## ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

### 4.1 – Nature de l'accord-cadre ou du marché

Le présent marché est un **accord-cadre mono-attributaire composite (forfait et bons de commande)**.

### 4.2 – Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu à prix mixtes :

- une part, intitulée (PARTIE A), traitée à prix forfaitaires quelles que soient les quantités exécutées, conformément aux dispositions de l'article R. 2112-6-2° du code de la commande publique ;
- une part, intitulée (PARTIE B), traitée à prix unitaires aux quantités réellement exécutées et sur bons de commande, en application des articles R. 2112-6-1° et R. 2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique. Cette part sera exécutée par émission de bons de commande successifs, selon la survenance des besoins.

Lors de la survenance du besoin, l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre sera consulté sur la base de documents de consultation détaillant le ou les besoins ainsi que les conditions d'exécution et de réponse à respecter.

### 4.3 – Montant maximum de la PARTIE B

L'accord-cadre est conclu **sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 20 000€ HT**.

#### **4.4 – Durée de l'accord-cadre**

Il s'agit d'un accord-cadre conclu pour une durée initiale de 1 an à compter de sa date de notification. La date de notification correspond à la date de délivrance de la copie dudit accord-cadre par le biais du profil d'acheteur du Centre Pompidou.

#### **4.5 – Reconductions de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre est reconductible **3 fois** pour une durée d'un an par décision tacite prise par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre. Le Centre Pompidou notifie au titulaire la décision de non reconduction au plus tard trois mois avant la fin de la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Le Centre Pompidou notifie électroniquement au titulaire la décision de non-reconduction. La notification électronique peut prendre la forme d'un envoi par mail avec demande d'accusé de réception, ou d'une transmission via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur. La notification de la décision de reconduction peut intervenir à tout moment pendant la période de validité du marché. A défaut d'une telle notification, le marché n'est pas reconduit. L'absence de reconduction ne peut donner lieu à aucune indemnité.

#### **Nota important :**

**Le site principal du Centre Pompidou a fermé au public pour travaux en septembre 2025 pour une durée d'environ 5 ans.**

**L'attention des candidats est attirée sur le fait que le Centre Pompidou pourra, le cas échéant et en fonction de la situation de ladite fermeture, prendre une décision de :**

- Non reconduction (expresse) du marché à une date anniversaire de l'accord-cadre**
- Reconduction (tacite) avec interventions dans un autre lieu parisien ou de la région parisienne sur un périmètre technique identique ou modifié**

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle du marché pourra être exécutée par le titulaire du présent marché dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés (ou de marchés passés selon une procédure adaptée sans mise en concurrence si le montant des marchés correspondants le permet) qui seront passés ultérieurement à la notification du présent marché.

La durée pendant laquelle ce ou ces marchés peuvent être conclu(s) ne peut dépasser quatre ans à compter de la notification du présent marché.

#### **4.6 – Allotissement**

Conformément aux articles L. 2113-11 et R. 2113-2 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre n'est pas alloti.

La dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

En outre, la dévolution en lots séparés susciterait un faible intérêt pour le besoin en production d'événements en raison du faible volume et du faible enjeu financier que pourraient représenter les commandes à confier aux prestataires.

## ARTICLE 5 – VARIANTES – PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE

### 5.1 – Variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes par rapport aux spécifications définies dans le cahier des charges.

### 5.2 – Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

La présente consultation ne prévoit pas de prestation supplémentaire éventuelle.

## ARTICLE 6 – MODALITÉS DE RÉPONSE

Les entreprises peuvent répondre seules ou groupées et/ ou en présentant des sous-traitants ou d'autres opérateurs économiques dans les conditions suivantes :

### 6.1 – Modalités de réponse en cas de groupement

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

**Néanmoins, dans ce cas :**

- le groupement devra produire le formulaire DC1 présentant chaque entreprise constituant le groupement et habilitant l'entreprise mandataire à présenter le dossier ; ce document devra être produit en un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement ; le DC1 est téléchargeable sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>
- et, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité pour la candidature.
  - ✓ Les candidats ne peuvent pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.
  - ✓ Dans le cas où les entreprises ont présenté leur candidature sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises, le Centre Pompidou les informe qu'en cas d'attribution du marché à un tel groupement, la forme peut être solidaire ou conjointe avec mandataire solidaire.

Le Centre Pompidou n'impose aucune forme de groupement.

### 6.2 – Modalités de réponse en cas de sous-traitance

Pour justifier de ses capacités professionnelles ou techniques, le candidat peut demander que soient également prises en compte des capacités professionnelles et techniques d'un ou de plusieurs sous-traitants.

Le candidat présente son ou ses sous-traitant(s) en remettant un acte spécial de sous-traitance (DC4) téléchargeable ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>

**L'acte spécial de sous-traitance doit être signé conjointement par le candidat et son sous-traitant.**

Il joint à cet imprimé de déclaration de sous-traitance les documents suivants :

- Le DC2 ou équivalent ;
- L'engagement écrit du candidat et du sous-traitant justifiant que ce dernier sera disponible pour l'exécution du marché sur toute sa durée.

**6.3 – Modalités de réponse en cas de prise en compte de la capacité d'opérateurs économiques autres que les co-traitants ou les sous-traitants**

Le candidat peut demander, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières concernant la prestation, que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'autres opérateurs économiques.

**Dans ce cas, le candidat devra :**

- justifier des capacités de ces opérateurs en produisant les renseignements exigés au stade des candidatures dans l'avis de publicité ;

**Et**

- justifier qu'il en disposera pour l'exécution du marché en produisant un engagement écrit de l'opérateur.

<b>ARTICLE 7 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>
--

Les candidats devront remettre obligatoirement un dossier de candidature en vue de la sélection des entreprises dans les conditions décrites ci-après :

Les documents remis par les candidats doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les candidats devront remettre obligatoirement :

- Les documents relatifs à la candidature
- Les documents constituant l'offre

**7.1 – Les documents relatifs à la candidature**

Les candidats devront remettre obligatoirement les documents et renseignements suivants :

**RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE :**

- La lettre de candidature, DC1 ou DUME à compléter ;
- *En cas de candidature présentée par un groupement d'entreprises* : voir ci-dessus les modalités de réponse en cas de groupement ;
- *En cas de candidature présentée par une entreprise en situation de redressement judiciaire* : la copie du jugement prononcé ;

**RENSEIGNEMENTS PERMETTANT D'APPRECIER LES CAPACITÉS FINANCIÈRES, TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES DU CANDIDAT :**

Le cadre de présentation des capacités financières, techniques et professionnelles intégrant :

- L'identification du candidat
- Les effectifs moyens du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années
- Les chiffres d'affaires des trois derniers exercices<sup>1</sup>
- Les renseignements relatifs aux principales prestations effectuées par le candidat au cours des 3 dernières années pour des prestations similaires.



Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le Centre Pompidou s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés dans l'avis de publicité pour apprécier sa capacité financière (exemple : attestation d'un commissaire aux comptes, déclarations de contrats en cours justifiant le futur chiffre d'affaires, compte de résultats etc...)

**NB : le(s) cadre(s) de présentation est (sont) fourni(s) dans le dossier de consultation.**

## **7.2 – Les documents constituant l'offre**

**Le candidat devra remettre impérativement les documents suivants (sous *peine de rejet*) :**

- 1. L'acte d'engagement valant cahier des clauses particulières** dûment complété, daté et signé par le candidat  
*NB : dans le cadre de cette consultation, le pouvoir adjudicateur n'exige pas la signature électronique de l'acte d'engagement au stade de la remise des offres.*  
*Avant la notification de l'accord-cadre, l'attributaire pourra cependant être invité à signer électroniquement l'acte d'engagement, conformément aux dispositions décrites en annexe au présent règlement, ou à remettre un acte d'engagement comportant une signature manuelle originale.*  
*Par le seul fait de participer à la procédure de passation, le candidat s'engage à exécuter le contrat dans les conditions de son offre, que celle-ci soit signée ou non. S'il est amené à être retenu à l'issue de la procédure, le candidat sera invité à signer ledit contrat sans pouvoir se désister.*
- 2. Une note méthodologique décrivant de manière détaillée les points suivants :**
  - *Etendue de la veille média (corpus):*
    - *listes des titres de presse écrite française et par pays*
    - *listes des radios et télévisions françaises*
  - *Equipe dédiée*
  - *Méthodologie mise en place pour la veille média (presse écrite et audiovisuelle)*
  - *Présentation et caractéristiques techniques du panorama de presse quotidien et méthodologie mise en place*
  - *Description des fonctionnalités de l'interface extranet*
  - *Suivi et assistance technique*
- 3.** Le cas pratique décrit en annexe 1 du présent règlement de la consultation
- 4.** La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dûment complétée
- 5.** Le bordereau de prix unitaires (BPU) dûment complété

## **ARTICLE 8 – CONDITIONS DE PARTICIPATION ET DE MODALITES DES REPONSES**

### **8.1 – Modalités de réponse en cas de groupement**

Les opérateurs économiques peuvent présenter des candidatures individuelles ou, conformément aux dispositions de l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, sous forme de groupement, dans les conditions suivantes :

- l'accord-cadre objet de la présente consultation sera conclu, soit avec un seul opérateur économique, soit avec des opérateurs économiques groupés ;
- les candidats ne peuvent pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas de groupement d'opérateurs économiques, en application des dispositions de l'article R. 2142-25 du code de la commande publique, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution de l'accord-cadre.

Néanmoins, dans ce cas :

- le groupement devra produire le formulaire DC1 ou un DUME présentant chaque entreprise constituant le groupement et habilitant l'entreprise mandataire à présenter le dossier ; ce document devra être produit en un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement ; le DC1 est téléchargeable sur le site du Ministère de l'économie et des finances : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>

## 26-CP05-015-AC - RC

- et, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité pour la candidature.

Le Centre Pompidou n'impose aucune forme de groupement.

### **8.2 – Modalités de réponse en cas de sous-traitance**

Pour justifier de ses capacités professionnelles ou techniques relatives aux prestations de services objet du marché, le candidat peut demander que soient également prises en compte des capacités professionnelles et techniques d'un ou de plusieurs sous-traitants, dans les conditions des articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique et dans le respect des dispositions contractuelles relatives à la restriction de sous-traitance des tâches essentielles.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 – déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

### **8.3 – Modalités de réponse en cas de prise en compte de la capacité d'opérateurs économiques autres que les co-traitants ou les sous-traitants**

Le candidat peut demander, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières concernant la prestation, que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'autres opérateurs économiques.

Dans ce cas, le candidat devra :

- justifier des capacités de ces opérateurs en produisant les renseignements exigés au stade des candidatures dans l'avis de publicité ;

et

- justifier qu'il en disposera pour l'exécution du marché en produisant un engagement écrit de l'opérateur.

## **ARTICLE 9 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS**

### **9.1 – Modalités de transmission des plis électronique**

Conformément aux articles L. 2132-2 et R. 2132-3 du code de la commande publique, la transmission des candidatures et des offres est effectuée uniquement par voie électronique sur le profil d'acheteur du Centre Pompidou : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le pli doit être reçu au plus tard à la date et heure limites annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page de garde du présent document, sous peine, à défaut, d'élimination, dans les conditions et à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

L'intitulé du pli électronique : le Centre Pompidou n'impose aucune règle de nommage des fichiers, les candidats veilleront à recourir à un nommage simple et explicite permettant au pouvoir adjudicateur d'identifier aisément les fichiers.

Tout offre reçue par voie papier sera déclarée irrégulière sans possibilité de régularisation.

### **9.2 – Modalités de transmission d'une copie de sauvegarde**

Le candidat peut, parallèlement à la remise de son offre par voie électronique, transmettre une copie de sauvegarde sur support papier ou électronique.

Les modalités techniques de transmission des copies de sauvegarde sont définies à l'article 17 du présent règlement de la consultation.

**AVERTISSEMENT :**

**L'attention des candidats est attirée sur le fait que les plis non parvenus à la date et heure limites ne seront pas pris en compte.**

**Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des plis indiqué sur la page de garde.**

**DITES-LE-NOUS UNE FOIS**

Conformément au programme « dites-le-nous une fois », permettant aux candidats de ne plus avoir à fournir un document lorsque celui-ci a déjà été transmis à une administration, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché, ne sera pas tenu de fournir les certificats suivants :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales ;
- Le certificat attestant de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;
- Le certificat de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale délivré par la mutuelle sociale agricole ;
- Le cas échéant, le certificat de cotisation retraite délivrée par l'organisme Pro BTP.

Toutefois, en cas d'impossibilité de se procurer les certificats ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, le Centre Pompidou en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Si le soumissionnaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations demandés par le Centre Pompidou, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du soumissionnaire sera prononcée par la personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

L'attribution sera définitive lorsque le candidat aura fourni ces documents.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

**ARTICLE 10 – SÉLECTION DES CANDIDATS ET CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE**

**10.1 – Ouverture des plis**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des plis.

A l'issue de l'ouverture des plis, si le Centre Pompidou constate que des pièces dont la production est demandée sont absentes ou incomplètes, il pourra décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai unique pour tous les candidats.

**10.2 – Examen des candidatures**

L'analyse des candidatures sera faite selon les dispositions de l'article R. 2143-3 à R. 2143-16 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique au regard des seuls éléments fournis par les candidats.

A l'issue de l'examen des candidatures, le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera :

- Les candidats en redressement judiciaire qui ne bénéficient pas d'un plan de redressement ou qui ne justifient pas avoir été habilités à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché conformément à l'article L. 2141-3 3° du code de la commande publique,

## 26-CP05-015-AC - RC

- Les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de demander des compléments, ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article R. 2143-3 ou R. 2141-4 du code de la commande publique,
- Les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence,
- Les candidats sont informés que lorsque les candidatures sont transmises par voie électronique et sont rejetées en application des articles R. 2143-3 à R. 2143-16 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique, l'offre correspondante est effacée des fichiers du Centre Pompidou sans avoir été lue.

### 10.3 – Examen des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères<sup>2</sup> et des sous-critères définis et pondérés comme suit :

	Critères et sous-critères Dans l'ordre d'importance	Pondération des critères et sous- critères
<b>1</b>	<b>Valeur technique de l'offre :</b> <i>L'examen du critère se fera au regard du mémoire justificatif</i>	<b>55 points</b>
1.1	Etendue de la veille média (corpus) : Références médias (quantité, pertinence)	16 points
1.2	Equipe dédiée	12 points
1.3	Méthodologie mise en place pour la veille média (presse écrite et audiovisuelle) <i>(Le candidat précisera, le cas échéant, les solutions d'intelligence artificielle mobilisées ainsi que leurs modalités d'utilisation)</i>	10 points
1.4	Cas pratique	9 points
1.5	Présentation et caractéristiques techniques du panorama de presse quotidien	5 points
1.6	Description des fonctionnalités de l'interface extranet	3 points
<b>2</b>	<b>Prix des prestations</b>	<b>40 points</b>
2.1	Prix forfaitaire <i>L'examen se fera au regard du montant de prix forfaitaire renseigné à l'article 7.1.1 de l'AE CCP</i>	30 points
2.2	Prix unitaires L'examen du critère se fera au regard de cinq prix unitaires du Bordereau des prix unitaires (BPU) choisis par le Centre Pompidou en fonction de leur pertinence avant la date limite de remise des offres par décision du pouvoir adjudicateur.	10 points
<b>3</b>	<b>Service après-vente et assistance technique</b> <i>L'examen du critère se fera au regard du mémoire justificatif</i>	<b>5 points</b>

**A l'issue de l'examen des offres, seront éliminées les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées conformément aux dispositions de l'article L.2152-2 et R.2152-1 à R.2152-2 du code de la commande publique, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de régulariser les offres.**

### 10.4 – Négociation

Le Centre Pompidou se réserve la possibilité de négocier les offres.

Le Centre Pompidou se réserve la faculté d'engager des négociations avec tous les candidats.

Le même mode de négociation sera utilisé pour tous les candidats invités à négocier.

Les candidats sont invités à remettre dans leur offre le nom et les coordonnées de la personne que le Centre Pompidou pourra contacter pour la prise de rendez-vous portant sur les négociations (téléphone et adresse électronique).

#### **10.5 – Délai de validité de l'offre**

La durée de validité des offres est de 180 jours calendaire à compter de la date limite de remise des offres.

#### **10.6 – Discordances entre les pièces**

Sans objet

#### **10.7 – Modalités d'attribution de l'accord-cadre**

Conformément au programme « dites-le nous une fois », permettant aux candidats de ne plus avoir à fournir un document lorsque celui-ci a déjà été transmis à une administration, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché, n'est pas tenu de fournir les certificats suivants :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales
- Le certificat attestant de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale
- Le certificat de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de sécurité sociale délivré par la mutuelle sociale agricole
- Le certificat de cotisation retraite délivrée par l'organisme Pro BTP

Toutefois, en cas d'impossibilité de se procurer les certificats ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, le Centre Pompidou en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Si le soumissionnaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations demandés par le Centre Pompidou, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du soumissionnaire sera prononcée par la personne habilitée à représenter le Pouvoir Adjudicateur qui présentera la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

**L'attribution sera définitive lorsque le candidat aura fourni ces documents.**

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

### **ARTICLE 11 – MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le Centre Pompidou se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des **modifications de détails** au dossier de consultation.

Le délai de 6 jours est décompté à partir de la date à laquelle ces modifications ont été envoyées aux entreprises candidates. Si la date limite de remise des offres est reportée, cette disposition est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **ARTICLE 12 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour obtenir tous renseignements d'ordre technique ou administratif qui leur seraient nécessaires au cours de l'examen du dossier de consultation et/ou de l'élaboration de leur réponse, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite sur le profil acheteur du Centre Pompidou : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Les réponses aux questions parvenues dans ce délai seront envoyées à tous les candidats au plus tard 6 jours avant la date limite pour la réception des offres.

**Il ne sera répondu à aucune question orale.**

### **ARTICLE 13 – TRAITEMENT DES INFORMATIONS COMPORTANT DES DONNEES PERSONNELLES**

Les informations recueillies lors de la procédure et dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre font l'objet de traitements informatiques par le Centre Pompidou. Elles sont susceptibles de contenir des données permettant l'identification de personnes privées (nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du titulaire).

Ces données, ayant pour finalité d'assurer le suivi de la présente procédure et de permettre au Centre Pompidou de s'affranchir de ses obligations légales en matière de durée d'utilité administrative, sont conservées durant toute la durée nécessaire à l'exécution de la présente procédure et, le cas échéant, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre. Elles sont destinées exclusivement aux membres de l'équipe projet du Centre Pompidou ainsi qu'aux agents de la Direction Juridique et Financière qui veillent au respect des procédures administratives.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, puis à compter du 25 mai 2018 au règlement (UE) 2016/679 dit « Règlement général sur la protection des données », les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement aux informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. Pour toute question relative à l'exercice de ces droits, vous pouvez écrire au Délégué à la Protection des Données du Centre Pompidou, à l'adresse suivante : [dpo@centrepompidou.fr](mailto:dpo@centrepompidou.fr).

### **ARTICLE 14 – PRIME**

La présente consultation est sans remise de prestations ; aucune prime ne sera versée aux candidats au titre de la présente consultation.

### **ARTICLE 15 – COMMUNICATION DES RESULTATS**

Tous les candidats seront avisés des résultats de la consultation, conformément à l'article L. 2181-1 du code de la commande publique.

### **ARTICLE 16 – VOIE DE RECOURS**

L'instance chargée des procédures éventuelles de recours est :

Tribunal administratif de Paris  
7 rue de Jouy — 75181 Paris cedex 04  
Tél : 01 44 59 44 00 — Fax : 01 44 59 46 46  
Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)  
URL : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

Les renseignements relatifs à l'introduction de recours peuvent être obtenus auprès de cette même instance.